LES DISCOURS DU PRÉSIDENT





FORUM SUR L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE DANS LES AFRIQUES

Vendredi 13 juin 2025 Fondatio Lucien Paye

DISCOURS D'OUVERTURE DE JEAN-MARC SAUVE, PRESIDENT DE LA FONDATION CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE DE PARIS

Monsieur le Ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux,

Madame la représentante de la ministre de l'enseignement supérieur et de la formation de l'Afrique du Sud,

Monsieur le conseiller spécial du ministre de l'enseignement supérieur et de la formation de l'Afrique du Sud,

Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les présidentes et présidents d'université,

Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants des institutions de l'enseignement supérieur des Afriques et de la France,

Mesdames et Messieurs les directrices et directeurs de maisons,

Chers résidents.

Chers amis,

C'est un grand honneur pour la Cité internationale universitaire de Paris d'accueillir ce forum consacré à l'internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les Afriques. Ce forum s'inscrit dans la programmation exceptionnelle que la Cité internationale propose cette année à l'occasion de son centenaire.

Notre institution, qui est depuis sa fondation - en 1925 - et reste singulière, vise à faire dialoguer les jeunesses du monde, en réunissant sur un même campus des étudiants, des chercheurs et des artistes venus de tous horizons. La Cité internationale est née au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans l'élan pacifique incarné notamment par la Société des Nations. Elle repose sur une conviction simple : la connaissance mutuelle, le dialogue des cultures et les échanges intellectuels sont des leviers puissants pour construire la paix.

Aujourd'hui, cette vocation n'a rien perdu de sa pertinence. Dans un monde traversé par des tensions géopolitiques persistantes, des attaques frontales contre le multilatéralisme, la remise en cause de l'État de droit, des inégalités croissantes d'accès au savoir et des défis environnementaux globaux, la coopération académique entre les pays et, en particulier, entre la France et les Afriques, constitue un enjeu stratégique, humain et politique de tout premier plan.

La Cité internationale accueille chaque année plus de 12 000 étudiants, chercheurs et artistes de plus de 150 nationalités. Près d'un quart d'entre eux viennent du continent africain. Les maisons africaines du campus - la Fondation Lucien Paye, la Maison de Tunisie, la Maison du Maroc et la toute récente Maison d'Égypte - jouent un rôle essentiel dans cet écosystème de diversité et de coopération. Elles se sont unies pour organiser ce forum, avec l'ambition de penser ensemble les futures trajectoires de l'enseignement supérieur en Afrique et avec les Afriques. Les réflexions porteront notamment sur les défis de la mobilité étudiante et scientifique, la transformation des réseaux académiques et les opportunités de partenariats.

Ce forum s'inscrit dans un contexte marqué par une forte transformation des systèmes d'enseignement supérieur en Afrique. Ce vaste continent est dès maintenant à l'origine d'un étudiant en mobilité sur dix à l'échelle mondiale, avec un taux de mobilité deux fois supérieur à la moyenne mondiale. Le nombre d'étudiants africains qui partent se former à l'étranger ne cesse pas de croître : ils sont plus de 550 000 en mobilité à travers le monde.

En 2015, des pays comme la France et les États-Unis attiraient presque un tiers d'entre

eux. Ces chiffres sont désormais en baisse, au profit d'autres pays d'accueil, notamment la Chine, mais aussi d'une mobilité intracontinentale en forte progression. Des pays comme l'Afrique du Sud, le Maroc ou la Tunisie jouent un rôle central dans cette dynamique. Cette tendance fera d'ailleurs l'objet d'une attention particulière dans l'une des tables rondes du programme. Si la France demeure une destination de référence, ces évolutions traduisent une géographie en mutation, marquée par la diversification des pôles d'attraction et des partenariats.

À cette dynamique globale s'ajoute une autre transformation majeure : celle des modèles d'enseignement. Le numérique, les formations hybrides, les campus délocalisés, les dispositifs de formation à distance transforment en profondeur les modalités de l'enseignement supérieur. Dans le même temps, de nouvelles filières, publiques et privées, se développent partout sur le continent africain pour promouvoir l'économie de la connaissance et répondre aux enjeux de demain. Des stratégies de partenariat originales, fortes et novatrices, se sont affirmées. Ces nouvelles voies et ces coopérations sont au cœur des échanges de cette journée.

L'enseignement supérieur, s'il est d'abord au service du développement des savoirs et de leur transmission, répond aussi à une demande sociale forte. Il participe au développement économique et social des pays concernés, il accompagne d'autres politiques publiques et il contribue à la formation de citoyens engagés. Face à la multiplication des crises, à la compétition des modèles, à la fragmentation et la radicalisation de certains discours, les établissements d'enseignement supérieur doivent rester des lieux de pensée libre, d'engagement civique et d'échange critique. Ils sont au service de l'acquisition et de la transmission de la connaissance. Leur autonomie, leur capacité à faire dialoguer les disciplines et à accueillir des voix diverses sont aujourd'hui plus précieuses que jamais.

Pour la Cité internationale universitaire de Paris, la coopération entre les universités françaises et africaines est essentielle. Les mobilités qu'elle permet et favorise enrichissent notre communauté, tout comme les implantations d'établissements français sur le continent, devenues l'un des piliers de la politique universitaire de la France depuis 2018. Nous écouterons par conséquent avec un grand intérêt les interventions des représentants du ministère de l'enseignement supérieur, du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, de Campus France et de l'Agence française de développement.

Nous avons également souhaité inscrire ce forum dans une réflexion plus large sur le rôle de l'enseignement supérieur face aux grands défis contemporains. Le développement durable sera au cœur des échanges. La tenue à Nice de la troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan, qui prend fin aujourd'hui même, nous rappelle que les établissements d'enseignement supérieur ont une responsabilité partagée : produire des savoirs au service des biens communs ; accompagner la transition écologique et former des générations conscientes et réactives.

Dans cette perspective d'action au service de l'intérêt général, il nous a semblé également indispensable d'aborder la question du devenir des diplômés. La thématique de l'entrepreneuriat, en particulier, devient centrale sur le continent africain. De nombreuses formations intègrent aujourd'hui un accompagnement à la création d'entreprise et les incubateurs se multiplient pour soutenir les jeunes, diplômés ou non, dans leurs projets.

Je me réjouis à ce titre de la présence de représentants importants du monde économique, notamment du MEDEF International, de l'OCDE et du Conseil français des investisseurs en Afrique. Car la coopération universitaire doit favoriser l'innovation, l'insertion professionnelle, le lien entre recherche et action et le développement économique, écologique, et social.

Je voudrais enfin souligner le rôle essentiel de la francophonie dans ces dynamiques. Langue de travail, d'étude et de création partagée, la langue française constitue aussi un levier de coopération multilatérale. Elle permet de relier des institutions à des histoires et des contextes différents, autour d'un socle linguistique commun qui n'exclut ni la diversité ni la pluralité des approches.

Notre souhait, à travers ce forum, est de contribuer à un dialogue renouvelé entre les universités africaines, les universités françaises et nos partenaires internationaux. Un dialogue fondé sur le respect, la confiance et la réciprocité. Et un dialogue qui s'inscrive pleinement dans des objectifs communs : former, innover et préparer un avenir partagé.

La Cité internationale universitaire de Paris est prête, à la mesure de ses moyens, à accompagner et soutenir ce dialogue, aux côtés de ses partenaires, en offrant un cadre propice à l'expérimentation, à la coopération et à l'invention collective. Nous croyons à

la puissance des alliances académiques pour dessiner des voies d'avenir qui soient partagées, résilientes et justes.

Nous sommes à ce titre très heureux de recevoir pour ce Forum une délégation sudafricaine conduite par Madame Marcia Socikwa qui représente la ministre de l'enseignement supérieur, Madame Nobuhle Nkabane. L'Afrique du Sud est un acteur majeur dans le paysage de l'enseignement supérieur en Afrique et dans le monde.

Je tiens à exprimer ma gratitude au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, dont le soutien a rendu possible ce forum.

Je remercie également les directrices et directeurs de la Fondation Lucien Paye, de la Maison des étudiants de la francophonie, de la Maison de Tunisie, de la Maison d'Égypte et de la Maison du Maroc, pour leur engagement déterminant dans l'organisation de cette rencontre.

Je vous souhaite à toutes et tous de très riches débats tout au long de cette journée.

